Recours introduit le 4 avril 2022 — Mellish/Commission**(Affaire T-176/22)**

(2022/C 222/53)

*Langue de procédure: le français***Parties***Partie requérante:* Philip Mellish (Uccle, Belgique) (représentant: N. de Montigny, avocate)*Partie défenderesse:* Commission européenne**Conclusions**

Le requérant conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler la fiche de salaire du requérant du mois de juin 2021 et la note du Service RH du 14 juin 2021 de la Commission l'informant de ce qu'à partir de 2021 et suite au Brexit il ne recevrait plus la somme forfaitaire au titre du remboursement des frais de voyage jusqu'au lieu d'origine;
- annuler, en tant qu'il serait considéré qu'elle apporte un complément de motivation à la décision contestée, la décision du 22 décembre 2021 rejetant la réclamation du 1^{er} septembre 2021;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, le requérant invoque trois moyens.

1. Premier moyen, tiré d'une application téléologique et utile du statut des fonctionnaires de l'Union européenne (ci-après le «statut»), d'une erreur de droit commise par l'administration, d'une violation de l'article 7, paragraphe 4 de l'annexe VII au statut et de ce que les dispositions générales d'exécution relatives au lieu d'origine violent le statut.
2. Deuxième moyen, tiré de la violation du principe d'égalité de traitement et d'une discrimination non justifiée, d'une exception d'illégalité et d'une inapplication de la suppression totale du remboursement en cas de perte de la citoyenneté.
3. Troisième moyen, à titre subsidiaire, tiré, d'une part, de l'application conforme à la flexibilité promise par l'Union européenne concernant l'interprétation large du statut envers les ressortissants britanniques et cohérente avec les autres règles internes et, d'autre part, d'une atteinte au principe de compensation de l'état de dépaysement de l'agent.

Recours introduit le 4 avril 2022 — Chambers e.a./Commission**(Affaire T-177/22)**

(2022/C 222/54)

*Langue de procédure: le français***Parties***Parties requérantes:* Alexander Chambers (Barcelone, Espagne) et neuf autres parties requérantes (représentant: N. de Montigny, avocate)*Partie défenderesse:* Commission européenne

Conclusions

Les requérants concluent à ce qu'il plaise au Tribunal:

- annuler les fiches de salaire des requérants relatives au mois de juin 2021 en tant qu'elles sont l'illustration d'une décision de suppression de l'indemnité forfaitaire due au titre du remboursement des frais de voyage depuis le lieu d'affectation jusqu'au lieu d'origine;
- annuler, en tant qu'elle apporte un complément de motivation à la décision contestée, la décision du 22 décembre 2021 rejetant la réclamation du 30 août 2021;
- condamner la partie défenderesse aux dépens.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, les requérants invoquent trois moyens qui sont, pour l'essentiel, identiques ou similaires à ceux invoqués dans le cadre de l'affaire T-177/22, Mellish/Commission.

Recours introduit le 13 avril 2022 — Polynt/ECHA

(Affaire T-192/22)

(2022/C 222/55)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: Polynt SpA (Scanzorosciate, Italie) (représentants: C. Mereu et S. Abdel-Qader, avocats)

Partie défenderesse: Agence européenne des produits chimiques

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise au Tribunal:

- déclarer le recours recevable et fondé;
- annuler la décision de l'Agence européenne des produits chimiques, envoyée par lettre du 4 février 2022 (FUP- DEV-01-21200655590-58-0000-CCH-1-2_FTR_NOTIF), informant de l'absence de réponse à une décision d'évaluation du dossier;
- déclarer — ou ordonner à l'ECHA d'adopter une nouvelle mesure déclarant — que la requérante est dispensée de l'obligation de fournir toute information à l'ECHA à la suite de la cessation de la fabrication, et de l'indisponibilité qui en résulte, de la substance concernée résultant d'un cas de force majeure; et
- condamner l'ECHA aux entiers dépens de la présente procédure.

Moyens et principaux arguments

À l'appui du recours, la partie requérante invoque quatre moyens.

1. Premier moyen tiré de ce que la partie défenderesse a violé le principe de force majeure en ce qu'elle a considéré que la cessation de la fabrication de la substance «acide 1,3-dioxo-2-benzofurane-5-carboxylique avec nonane-1-ol» (numéro CE 941-303-6) (ci-après la «substance») après l'adoption de la décision finale de contrôle de conformité pour des raisons de force majeure ne dispense pas la requérante de l'obligation de fournir les informations demandées dans la décision initiale relative au contrôle de conformité de la substance.